

[TRADUCTION DU STTP]

Logo de la CGT

Montreuil, le 30 octobre 2018

À l'attention de :

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada

Carla Qualtrough, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement du Canada

Jessica L. McDonald, présidente du conseil d'administration et PDG par intérim de la Société canadienne des postes

Les travailleurs et travailleuses des postes du Canada méritent mieux que ce qu'on leur propose!

Mesdames,
Monsieur,

La fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications croit comprendre que, le 20 octobre dernier, dans le cadre des négociations collectives, la direction de Postes Canada a rejeté les propositions cruciales du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) en matière de santé et de sécurité.

Le rapport de 2017 sur la responsabilité sociale de Postes Canada confirme qu'il y a urgence d'agir à Postes Canada en matière de santé et de sécurité. Le rapport révèle que le nombre d'accidents du travail les plus graves (accidents entraînant la perte de journées complètes de travail) s'est accru de 36 % l'an passé. De fait, le nombre d'heures de travail perdues pour cause d'accidents a augmenté de 46 % par rapport à celui de 2015.

Le taux d'accidents du travail des employées et employés de Postes Canada est 5,4 fois plus élevé que la moyenne du secteur fédéral. Il s'agit du taux d'accidents du travail le plus élevé de l'ensemble du secteur fédéral. Cette situation a une incidence sur les travailleurs et travailleuses des postes dans toutes les installations postales et chez l'ensemble des facteurs et factrices. Ces quatre dernières années, les membres du STTP ont subi 30 774 accidents du travail, dont 14 751 étaient des accidents invalidants.

Malgré ce qui précède, Postes Canada refuse d'apporter une solution convenable à cette situation et à d'autres enjeux majeurs. Elle a rejeté les propositions visant à maximiser le nombre d'emplois à plein temps au sein de l'unité urbaine et de payer toutes les heures de travail des factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS). Au lieu de cela, la direction de Postes Canada veut que les FFRS travaillent des heures prolongées et des heures supplémentaires sans rémunération.

Le STTP, membre affilié d'UNI monde, tient à négocier pour réduire la surcharge de travail et mettre fin à ce vol de salaires. En tant que fédération syndicale mondiale, nous appuyons la lutte pour de bons emplois sûrs aux postes. Chaque travailleur et travailleuse a droit à un emploi qui ne met ni sa santé ni sa vie en danger. Ce droit est essentiel pour que les travailleurs et

travailleuses des postes fournissent un service de qualité qui contribue à la rentabilité du service postal public et à en assurer l'avenir.

La fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications soutient totalement le STTP, qui exige le règlement des principaux enjeux. Nous demandons à la direction de Postes Canada et au gouvernement du Canada de reprendre les négociations et de régler le dossier de la sécurité d'emploi, de mettre fin aux heures supplémentaires obligatoires et à la surcharge de travail, de renforcer les mesures de santé et de sécurité, de diversifier les services et d'accorder l'égalité salariale aux FFRS.

La fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications se dit totalement solidaire de ses confrères et consœurs du STTP et des travailleurs et travailleuses qu'il représente. Nous appuyons toutes les actions nécessaires pour ramener Postes Canada à la table de négociation afin d'y conclure une convention collective qui ne mettra pas en danger la santé des travailleurs et travailleuses et leur garantira des emplois sûrs.

Sincères salutations,

Hervé Tellier
(signature)

Responsable du secteur international de la fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications